Enquête sur l'Enseignement Musical Obligatoire

Le mouvement en faveur de l'Enseignement Obligatoire de la Musique va s'accroître. Les réponses affluent de toutes parts. Aux articles des musiciens et des critiques qui nous avaient précédés dans cette voie (MM. L. Vuillemin, F. Le Borne, H. Collet, P. Landormy, Borchard, etc...) s'ajoutent ceux de MM. Roland Manuel, A. Mangeot, André Cœuroy. Nous nous en réjouissons. Il faut encore que le mouvement s'étende pour aboutir à ce que les idées émises soient fécondées par des actes individuels et collectifs, par des mesures surtout que l'Etat seul peut prendre. A notre avis, il importe avant tout de faire reconnaître officiellement la nécessité de l'éducation musicale. Ce principe établi, les musiciens et les pédagogues se mettront facilement d'accord sur les modalités d'application.

« Je suis absolument avec vous dans la campagne que vous entreprenez en faveur de l'enseignement obligatoire de la musique dans les écoles et lycées. Certains diront : cet enseignement figure aux programmes. Mais nous savons comment il en va dans la pratique. Il est indispensable, pour obtenir un résultat, que l'épreuve de musique, dans les examens qui le comportent, soit éliminatoire au même titre que les autres épreuves. Dans la plupart des écoles c'est à l'Instituteur lui-même que l'enseignement de la musique incombera : il est donc nécessaire qu'il y soit formé avec le plus grand soin pendant le temps qu'il passe à l'école Normale, et le maître chargé de cette formation doit être de premier ordre. Il faut aussi que cet enseignement musical dans les écoles et lycées soit contrôlé. A Paris est constitué un corps d'inspecteurs. En province cette inspection peut être confiée aux directeurs et professeurs des Conservatoires et des écoles nationales de musique. Que l'Etat veuille instituer cet enseignement : il ne sera pas malaisé de l'organiser. Si l'on entre dans cette voie, on s'apercevra sous peu de la stupidité de cette affirmation : « Les Français ne sont pas musiciens. » Pour moi, ils le sont — pour le moins — autant que les autres : il suffit de leur enseigner la musique et de la leur enseigner bien et sérieusement.

J. GUY ROPARTZ.

Directeur du Conservatoire de Strasbourg.

« Sans songer à nier l'importance des effets que pourrait avoir l'éducation musicale obligatoire, je me refuse le droit de les déclarer bienfaisants par principe. En envisageant la question sous un autre point de vue, le point de vue de l'orfèvre, on ne saurait contester que la crise de l'éducation musicale ne soit terriblement préjudiciable aux malheureux qui voudraient bien vivre de l'exercice de leur art.

Le remède ? Hélas ! Oserai-je souhaiter qu'on améliore non seulement les méthodes pédagogiques des maîtres de musique, mais, surtout, l'esthétique de ceux qui ont pour mission de former des maîtres ? C'est beaucoup demander. Qu'on persuade au moins aux demoiselles qui ont des peines de cœur ou des revers de fortune que ces désagréments ne les prédestinent pas nécessairement à l'enseignement du piano...

Il faudrait aussi qu'on cessât de nous préparer des générations de misonéistes : il est aussi absurde de conduire les enfants aux seuls concerts de musique ancienne que de leur expliquer *Andromaque* et les *Fables de la Fontaine* à l'âge de la toupie et de la patinette. Qu'on les mène donc au cinéma : il s'y fait généralement d'excellente musique, on y joue du Chabrier et du Debussy. Quel meilleur moyen d'éduquer l'oreille des petits (et des grands) à leur insu, hypocritement, en occupant agréablement leurs yeux ? »

ROLAND-MANUEL.

« Certes, l'enseignement obligatoire de la musique dans les Ecoles devrait être chose faite depuis déjà longtemps. Nous sommes, sur ce point, très en retard sur les autres nations.

Chargé, comme Directeur du Conservatoire, d'inspecter les cours de solfège des Ecoles de la ville, j'ai pu constater l'insuffisance absolue de cet enseignement ; non par la faute des professeurs, généralement bien choisis, mais à cause du peu de temps consacré à cette étude (une heure par semaine !) et aussi du peu d'intérêt que lui manifestent les chefs eux-mêmes de l'enseignement public.

Le moyen de remédier à cet état de choses ? »

Il est simple en somme : une circulaire ministérielle énergique ordonnant le triple du temps généralement consacré à la musique, le relèvement de la rétribution des professeurs et la soumission des cours à une inspection *sévère*, annuelle ou semestrielle avec rapports au Ministre.

Ce n'est pas aux municipalités qu'il faut s'adresser ; on ne pourrait obtenir que des améliorations locales et temporaires ; mais à la tête, c'est-à-dire au Ministre des Beaux-Arts.

C'est pourquoi votre initiative est excellente et mérite d'être soutenue par tous ceux qui aiment notre bel Art et y consacrent leur vie. »

L. FONTAYNE,

Directeur du Conservatoire de Nîmes.

« L'Enseignement obligatoire de la musique : oui, à condition qu'on présente la musique sous un aspect séduisant et non sous forme de leçons de solfège, dictées, gammes, passages de pouce, tenue des mains et des cahiers et autres hideurs officielles. La meilleure façon d'apprendre la musique est d'abord de l'aimer et la meilleure façon de l'aimer est encore et avant tout d'en entendre — ce dont jusqu'à présent on ne paraît guère s'être douté sous les dômes. Mais les dômes, comme dit Henri Barbusse, ne sont-ils pas des éteignoirs ! »

Florent SCHWITT

« A mon avis, le résultat doit être excellent à condition d'atténuer le désagrément du mot « obligatoire » par un enseignement « attrayant » et surtout, je souhaiterais que l'éducation esthétique ne se limitât pas aux grands classiques — afin que le groupe des entêtés qui, au nom de Beethoven, ne veulent pas admettre les meilleurs de nos compositeurs contemporains, ne se développe pas d'une façon inquiétante pour l'heureuse évolution de la musique... »

CAROL-BERARD,

Secrétaire général de l'Union Syndicale des Compositeurs de Musique.